



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

MARCHE PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ACHETEUR :

FRANCEAGRIMER

(Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer)

Adresse du siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché :

**PANORAMA STATISTIQUE
DE LA FILIERE DES FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES**

Etabli conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018
Et du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

**Consultation selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert en application des article
L.2120-1-3, L.2124-1, R.2124-2-1 et R. 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique en
vigueur**

Date limite de remise des offres : le 24 juin 2025 avant 12h00

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 1 / 37
---------------	--	-----------------	----------------

PREAMBULE	5
1/ DESCRIPTION DU BESOIN.....	5
2/ SPECIFICITES DE LA FILIERE DES FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES ET PRODUCTIONS DES DONNEES ECONOMIQUES AU SEIN DE LA FILIERE.....	5
I- Clauses administratives	6
1. PREAMBULE.....	6
2. OBJET DU MARCHE	6
3. PARTIES CONTRACTANTES	6
3.1 Identification des parties contractantes.....	6
3.2 Forme des notifications et informations.....	7
4. DUREE DU MARCHE	7
5. PRESTATIONS SIMILAIRES	8
6. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
7. BUDGET.....	8
8. MARCHE A TRANCHES	8
8.1 Modalités d'exécution des tranches.....	8
8.2 Déclenchement des tranches.....	8
9. PRIX DU MARCHE	9
9.1 Nature du prix	9
9.2 Contenu du prix.....	9
9.3 Actualisation des prix.....	10
10. OBLIGATION DES PARTIES	10
10.1 Obligations du titulaire	10
10.2 Obligation de l'acheteur	11
10.3 Co-traitance.....	11
10.4 Sous-traitance	11
12. CONFIDENTIALITE ET RGPD	12
13. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET D'ATTEINTE A LA PROBITE	12
14. CLAUSE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	12
15. ADMISSION DES PRESTATIONS.....	13
16. MODALITES DE REGLEMENT	13
16.1 Avance.....	13
16.2 Échéancier de paiement.....	14
16.3 Facturation.....	15

16.4	Délais de paiement et intérêts moratoires	15
17.	PENALITES	16
17.1	Pénalités pour retard	16
17.2	Pénalités en cas de manquements dans la remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant	16
17.3	Application des pénalités	16
18.	ASSURANCE	16
19.	RESILIATION	17
19.1	Dispositions générales	17
19.2	Résiliation pour motifs d'intérêt général	17
19.3	Résiliation pour événements extérieurs au marché	17
19.4	Résiliation pour événements liés au marché	18
19.5	Résiliation pour faute du titulaire	18
20.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	19
21.	CESSIONS	19
21.1	Cession ou nantissement de créances	19
21.2	Cession du marché	19
22.	LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION	20
II-	CLAUSES TECHNIQUES	21
23.	OBJECTIF	21
24.	FORMAT DES DONNEES ATTENDUES	21
25.	ARTICLE 25 : LIVRABLES ATTENDUS	23
26.	CALENDRIER DES LIVRABLES	24
	Le titulaire devra livrer les résultats de l'étude selon le calendrier suivant : ...	24
	Livraison intermédiaire	24
	Livraison totale	24
	Données 2024 (tranche ferme)	24
	Jusqu'au 12 janvier 2026	24
	Jusqu'au 15 février 2026	24
	Données 2025 (tranche optionnelle)	24
	Jusqu'au 1er octobre 2026	24
	Jusqu'au 15 février 2027	24
	Données 2026 (tranche optionnelle 2)	24
	Jusqu'au 1er octobre 2027	24
	Jusqu'au 15 février 2028	24
	Données 2027 (tranche optionnelle 3)	24

Jusqu'au 1er octobre 2028	24
Jusqu'au 15 février 2029	24
xXx	24
ANNEXE 1 : Périmètre des produits Fruits et Légumes Transformés.....	25
Annexe 2 : Clauses relatives aux données protégées	26
ANNEXE 3 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	31

1/ DESCRIPTION DU BESOIN

Dans le cadre de sa mission d'information économique mais aussi de gestionnaire d'aides européennes, comme nationales, FranceAgriMer doit disposer de données statistiques et d'analyses économiques sur les volets productions, transformation et commerce de la filière des fruits et légumes transformés.

Pour ces raisons, FranceAgriMer souhaite acquérir des données statistiques et économiques, afin d'assurer ses missions de connaissance économique des filières mais aussi de disposer de références nationales dans le cadre de la gestion des fonds opérationnels de la PAC (définition des critères d'admissibilité au bénéfice des mesures de soutien couplées à la production fixée par secteur : rendements maximaux et surface cultivée).

2/ SPECIFICITES DE LA FILIERE DES FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES ET PRODUCTIONS DES DONNEES ECONOMIQUES AU SEIN DE LA FILIERE

La filière française des fruits et légumes transformés (hors maïs doux et pommes de terre) représente environ 1/3 des volumes de production nationale des fruits et légumes produits en France (Source Agreste).

Le secteur des fruits et légumes destinés à la transformation représente (Source Panorama statistique des Fruits et Légumes Transformés Anifelt pour FranceAgriMer, 2022) :

- 32 % des surfaces de légumes produites en France ;
- 23 % des surfaces de fruits ;
- 14 700 producteurs agricoles ;
- 400 millions € de chiffre d'affaires agricole ;
- Ces volumes approvisionnent 224 unités de transformation (26 000 emplois directs) ;
- Plusieurs modes de conservation sont mis en œuvre (8 technologies principales) ;
- 4,6 milliards d'€ de chiffre d'affaires industriel.

La filière fruits et légumes transformés recouvre de nombreuses productions, très différentes les unes des autres (bigarreaux, betteraves rouges, champignons, légumes, pruneaux, tomates, et autres), chacune ayant des spécificités en matière de mode de production, de marchés, de territoires et de débouchés.

1. PREAMBULE

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public administratif qui exerce ses missions pour le compte de l'État français, en lien avec le ministère chargé de l'agriculture français.

Ces missions consistent principalement à favoriser la concertation au sein des filières de l'agriculture et de la mer, à assurer la connaissance et l'organisation des marchés, ainsi qu'à gérer des aides publiques nationales et européennes.

2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture d'informations et de données statistiques de production, transformation et de suivi des marchés pour les débouchés nationaux et internationaux de la filière des fruits et légumes transformés afin de constituer un panorama statistique des fruits et légumes transformés (voir détail du périmètre produit en annexe 1).

Les données à fournir dans le cadre du présent marché porteront sur les années suivantes :

- 2024 : Tranche ferme (TF),
- 2025 : Tranche optionnelle 1 (TO1);
- 2026 : Tranche optionnelle 2 (TO2);
- 2027 : Tranche optionnelle 3 (TO3).

Pour chaque tranche, il sera également nécessaire de faire des comparaisons avec les 5 années précédentes. Pour permettre la comparaison avec les 5 années précédentes, les études précédentes sont publiées sur le site de FranceAgrimer sur son site internet: <https://www.franceagrimer.fr/fam/content/download/75571/document/ETU-FL-2024-PANORAMA-STATISTIQUE-FL-TRANSFORMES-2023.pdf?version=3>

Le titulaire du présent marché 2025-2029 ne sera pas tenu de respecter le même format de présentation que les études précédentes. En effet, les livrables à destination de la publication sont réalisés et mis en forme par le titulaire.

3. PARTIES CONTRACTANTES

3.1 Identification des parties contractantes

Les parties contractantes du présent marché sont les suivantes :

L'acheteur :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, dont le siège est situé 12, rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93) représenté par son directeur général, Monsieur Martin GUTTON.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 6 / 37
---------------	--	-----------------	----------------

L'acheteur fait connaître au titulaire dès la notification du marché la ou les personnes physiques, qui seront les représentants qualifiés et les interlocuteurs privilégiés pour les besoins de l'exécution du marché.

Le prestataire de services :

Désigné sous la dénomination « le titulaire » dans le présent document, qui aura conclu le marché avec l'acheteur.

De son côté, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dans les délais requis ou impartis par le présent marché, dès notification de leur nom à l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le titulaire est également tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché et notamment sur :

- les personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- les renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

3.2 Forme des notifications et informations

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tous moyens (y compris dématérialisé). En tout état de cause, le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

4. DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour l'exécution de la tranche ferme. En cas affermissement de toutes les tranches, la fin du marché est fixée au 31 mars 2029.

Les dates de fin des tranches du marché sont :

- le 31 mars 2026 pour la tranche ferme dont l'objet est l'étude des données 2024
- le 31 mars 2027 pour la tranche optionnelle 1 dont l'objet est l'étude des données 2025
- le 31 mars 2028 pour la tranche optionnelle 2 dont l'objet est l'étude des données 2026
- le 31 mars 2029 pour la tranche optionnelle 3 dont l'objet est l'étude des données 2027

Chaque tranche optionnelle pourra être affermie au plus tard deux mois avant son démarrage opérationnel. Pour information, il est souhaité un affermissement de tranche entre les mois de décembre et mars. L'absence d'affermisssement de la tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnisation du candidat.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 7 / 37
----------------------	---	-------------------------	------------------------

5. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. A cet effet, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont les suivants par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) complété et signé
- L'annexe financière ;
- le présent cahier des clauses particulières(CCP) et ses 4 annexes (périmètre des fruits et légumes, charte de déontologie, propriété intellectuelle et RGPD);
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels avenants;
- l'offre technique du titulaire;

Toute condition générale de vente du titulaire contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Seules les pièces détenues par l'acheteur font foi.

7. BUDGET

Le budget maximum alloué au présent marché est de 120 000 € HT par tranche soit 480 000 euros HT en cas d'affermissement de toutes les tranches.

8. MARCHE A TRANCHES

8.1 Modalités d'exécution des tranches

En application des articles R.2113-4 et R.2113-5 du code de la commande publique, le présent marché est composé d'une tranche ferme (TF) et de trois tranches optionnelles (TO).

L'acheteur public n'est engagé que sur la tranche ferme ; en revanche, le titulaire l'est sur l'ensemble des tranches du marché.

8.2 Déclenchement des tranches

• Tranche ferme

La tranche ferme débute à la date de notification du marché.

• Tranches optionnelles

Les tranches optionnelles du marché sont conditionnées par la notification au titulaire de la décision unilatérale de l'acheteur de son affermissement. La notification sera émise au plus tard 2 mois avant le début de la tranche concernée.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 8 / 37
---------------	--	-----------------	----------------

Pour information, il est souhaité un affermissement de tranche entre les mois de décembre et mars pour la tranche suivante.

Les tranches seront affermies dans la durée maximale du marché.

L'absence d'affermissement de la tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnisation du titulaire.

L'ordre de service affermissant la tranche optionnelle comporte au minimum les mentions suivantes :

- date et numérotation de l'ordre de service,
- nom du destinataire de l'ordre de service,
- rappel de l'identification du marché et de la tranche optionnelle,
- désignation de la prestation commandée,
- prix hors taxe et prix total toutes taxes comprises.

9. PRIX DU MARCHÉ

9.1 Nature du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix est forfaitaire, ferme et actualisable.

9.2 Contenu du prix

Le prix est réputé avoir été établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (mois Mo).

Il est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services faisant l'objet du marché et tous autres frais notamment :

- l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire,
- des frais de coordination dans le cas d'un recours à des cotraitants ou à des sous-traitants, ainsi que les conséquences de leur défaillance,
- les marges pour risques notamment celles à l'évolution du taux change et des marges pour bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant mais également tout frais ou indemnité éventuelle afférente à une défaillance des uns ou des autres,

De façon générale, le prix doit comprendre l'ensemble des frais y afférents (ex : frais de déplacements et d'hébergement, frais administratifs, téléphoniques, connexion internet, ...) ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (frais de correction des documents à la demande de FAM, etc.).

Le taux de TVA en vigueur sera appliqué au prix HT figurant dans l'annexe financière et dans l'acte d'engagement. **Si le prestataire est hors de France et intra-communautaire**, le prix proposé n'est pas libellé en TTC et ne fait pas apparaître la TVA dans la mesure où il revient à l'acheteur d'auto-liquider directement le montant de la TVA correspondant selon le taux en vigueur en France.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 9 / 37
---------------	--	-----------------	----------------

9.3 Actualisation des prix

Conformément à l'article R.2112-11 du code de la commande publique, le prix de chaque tranche est actualisable dès lors qu'un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le prestataire a fixé son prix dans l'offre (date limite de remise des offres) et la date de début d'exécution des prestations de la tranche concernée.

La valeur à prendre en compte n'est donc pas celle du mois de début d'exécution des prestations mais celle antérieure de trois mois.

Le prix du marché sera actualisé selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1/S0)$$

P1 : prix actualisé de la tranche concernée

P0 : prix initial de la tranche concernée

S0 : Valeur de l'index SYNTEC du mois d'établissement des prix (indice du mois de remise des offres soit juin 2025)

S1 : Valeur de l'index Syntec connu trois mois avant la date de début d'exécution des prestations

Le calcul de la révision sera présenté et calculé par le pouvoir adjudicateur.

10. OBLIGATION DES PARTIES

10.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, dans les règles de l'art qui leur sont propres, les prestations décrites dans le présent cahier des clauses particulières.

À ce titre, il s'engage notamment :

- à exécuter les prestations avec la diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par ce type de marché et à consacrer les moyens nécessaires à sa bonne exécution dans les délais fixés ;
 - à apporter une attention particulière quant à la fiabilité et à la représentativité des données fournies ; faire apparaître les sources exactes pour toutes les données et les dires d'experts fournis ;
 - mentionner tout commentaire qualitatif, dès lors qu'il accroît la capacité à comparer les informations ;
 - transmettre tous les chiffres dès lors qu'il en existe plusieurs pour une même donnée
- à informer sans délai l'acheteur de tout retard ou de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché.

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 10 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

Il doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle informe l'acheteur de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, celui-ci enjoint le titulaire de faire cesser la situation.

Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'il a régularisé sa situation. A défaut, le marché peut être résilié aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités. **Par ailleurs, le prestataire établit hors de France devra remettre avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés si tel est son cas les documents prévus à l'article R1263-12 du code du travail.**

10.2 Obligation de l'acheteur

L'acheteur s'engage à communiquer toutes les données ou documents en sa possession qui s'avéreront nécessaires au titulaire pour exécuter les prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

10.3 Co-traitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

10.4 Sous-traitance

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations du marché qu'à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions des articles L2193-1 à L2193-12 et R2193-1 au R2193-16 du code de la commande publique.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Après le dépôt de l'offre, le dossier du sous-traitant doit être remis à l'acheteur contre récépissé ou transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre du présent marché s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité

La pénalité prévue à l'article 16.1 du présent document pourra être appliquée si la demande d'agrément et d'acceptation d'un sous-traitant reste infructueuse.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 11 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

11. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

La prestation comprenant des déplacements, le titulaire devra respecter une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire pour les enquêtes et privilégier le non recours à des transports en commun aérien. Il devra également veiller à l'optimisation des prestations informatiques (échanges, taille et présentation des livrables...).

12. CONFIDENTIALITE ET RGPD

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

L'annexe 3 au présent document présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application de la clause de résiliation pour faute du titulaire prévu par le présent document à l'article 17.5.

13. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET D'ATTEINTE A LA PROBITE

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d'une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 2 au présent document.

14. CLAUSE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire garantit à l'acheteur :

- la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux livrables qui sont cédés dans le cadre du présent marché
- qu'il n'existe aucun litige en cours ou imminent relatif aux droits objet de la cession,
- qu'il l'indemniser, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, de toute action ou réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne à laquelle l'exploitation des résultats aurait porté atteinte.

La responsabilité du titulaire du marché n'est pas engagée pour toute allégation concernant les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support :

- qui lui ont été communiqués par l'acheteur et qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché (rapport, études, données chiffrées)

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 12 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

- les éléments incorporés dans les livrables à la demande expresse de l'acheteur,
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse

Le titulaire ne pourra pas exploiter les livrables fournis au titre du présent marché sans autorisation expresse préalable de l'acheteur. Le titulaire dispose, et seulement pour les besoins découlant du marché, d'un droit d'utilisation sur les documents et informations remis par l'acheteur lors de l'exécution du marché. Les documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ne sont pas concernés par cette disposition.

15. ADMISSION DES PRESTATIONS

Pour assurer le suivi et la bonne exécution du marché, un comité de pilotage sera constitué et des réunions seront organisées avec le titulaire (article 25 du présent document). Les réunions se dérouleront en distanciel sauf exception demandée par FrancAgriMer. Le titulaire devra assurer la réalisation des comptes rendu de réunion sous 8 jours ouvrés.

Le titulaire doit tenir informé par écrit l'acheteur du déroulement des prestations et lui signaler sans délai toute difficulté rencontrée.

Les livrables, tous les types de documents, fichiers ou feuilles de temps remis par le titulaire au titre du présent marché feront l'objet de vérifications qualitatives et quantitatives permettant de s'assurer qu'ils répondent bien aux stipulations décrites au présent document.

- Le silence de l'acheteur dans un délai de 20 jours ouvrés après réception des livrables vaut admission. Si les vérifications ne s'avèrent pas satisfaisantes (non-conformité aux prescriptions du marché, ...), l'acheteur prononce : une décision d'ajournement en invitant le titulaire à présenter à nouveau dans un délai qui ne saurait dépasser **dix jours** le livrable concerné. En cas de refus ou de silence du titulaire, l'acheteur prononce une admission avec réfaction proportionnelle aux modifications non prises en compte, ou une décision de rejet,
- une décision de réfaction proportionnelle aux modifications non prises en compte,
- ou une décision de rejet.

Prises après convocation du titulaire pour être entendu.

16. MODALITES DE REGLEMENT

16.1 Avance

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-13 du code de la commande publique, et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement complété et signé avec le prestataire retenu, une avance est versée au titulaire du marché. Le montant de l'avance est de 30% du montant forfaitaire de la tranche concernée :

Le délai global de paiement de l'avance court ne peut excéder 30 jours à compter du début de la tranche concernée.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 13 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du marché diminué le cas échéant du montant des prestations du marché confiées au(x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations du marché qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part de celui-ci postérieurement à la notification du marché, ce dernier devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire ou au sous-traitant au titre de la facture du solde du marché.

16.2 Échéancier de paiement

Sans préjudice du droit au versement d'un acompte, le paiement définitif du marché sera effectué à la validation de toutes les prestations prévues dans la tranche exécutée.

- **Acompte**

Comme le prévoit les articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, les prestations du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois; cette périodicité peut être ramenée à 1 mois uniquement sur demande du titulaire lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le montant de l'acompte sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées sur la base d'un état d'avancement des prestations et/ou des livrables apportés par le titulaire.

L'acheteur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître les réfections ou les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, ils le notifient ainsi arrêté au titulaire.

- **Solde**

Le paiement du solde du montant des prestations intervient à la validation des résultats et livrables définitifs du marché

16.3 Facturation

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 et R.2192-3 du code de la commande publique l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose au titulaire. Ainsi le titulaire doit transmettre sa facture via Chorus Portail Pro.

Le paiement des sous-traitants sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Outre les mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale, chaque facture devra comporter les éléments mentionnés à l'article D2192-2 du code de la commande publique et notamment :

- l'identification du marché ;
- le n° SIRET identifiant de FranceAgriMer (130 006 364 00017) ;
- le numéro d'engagement juridique transmis par FranceAgriMer à la notification du marché ;
- le code service MEP : 22002.

Les factures devront être libellées en euros.

16.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le paiement des sommes dues aux titulaires au titre du présent marché est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception par l'acheteur de la facture dans les conditions fixées aux articles 14.2 et 14.3.

En cas de non-respect de ces conditions, le délai de paiement de la facture concernée est suspendu jusqu'à la réception des informations manquantes. Cette suspension est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les informations ou pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-après donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander à l'acheteur une indemnisation complémentaire, sur justification.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 15 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

17. PENALITES

17.1 Pénalités pour retard

En cas de dépassement des dates butoir de livraison fixées dans le présent cahier des charges quelque soit la cause (cf. articles 15 et 26 du présent document) pour la fourniture des livrables, le titulaire encourt l'application de pénalités calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

P = montant de la pénalité

R = nombre de jours ouvrés de retard

V = montant forfaitaire HT de la tranche concernée du marché.

17.2 Pénalités en cas de manquements dans la remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire est tenu de faire agréer ses sous-traitants par l'acheteur. Dans le cadre du présent marché, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

17.3 Application des pénalités

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont réputées être imputables au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire. Elles ne sont pas applicables si le titulaire justifie d'un cas de force majeure ou le fait de l'acheteur.

Toutes les pénalités sont forfaitaires, cumulables et non révisables. Elles ne sont pas soumises à la TVA.

Elles sont appliquées avec mise en demeure après constat de la défaillance par l'acheteur à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative à la sous-traitance.

Les pénalités seront déduites des paiements effectués par l'acheteur.

Le titulaire peut toutefois, à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative à la sous-traitance, proposer des mesures correctives pour éviter les préjudices générés par ses manquements.

L'acheteur se réserve le droit de renoncer en tout ou partie à l'application des pénalités correspondantes au vu notamment du résultat de la mesure considérée.

18. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causées par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie avoir souscrit une **assurance responsabilité civile (d'exploitation et après-livraison), professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle** pour des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant au acheteur qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent marché, une attestation d'assurance en cours couvrant la hauteur du marché qui lui a été attribué.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa **responsabilité civile**. Ainsi, le titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du marché, de produire cette attestation sur demande de l'acheteur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

19. RESILIATION

19.1 Dispositions générales

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que l'acheteur a proposé.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

19.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur peut, en l'absence de toute faute du titulaire, et à tout moment mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général.

Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation du fait du préjudice qu'il subit du fait de la décision de résiliation.

A cet effet, il incombe au titulaire de présenter au acheteur une demande écrite accompagnée de toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnisation, au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

19.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans le cas de circonstances particulières :

- décès ou incapacité civile du titulaire. l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Si elle est prononcée, la résiliation prend effet à la date du décès du titulaire ou de son incapacité civile,
- redressement judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L631-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement,
- liquidation judiciaire, si après mise en demeure du liquidateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L640-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 17 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

reprendre les obligations du titulaire. La résiliation si elle est prononcée prend effet à la date de l'événement ou à l'expiration du délai de réponse d'un mois dont il dispose pour se prononcer,

- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché peut donner lieu à résiliation du marché par l'acheteur.
- Fin d'exécution anticipée de la convention d'exécution entre FranceAgriMer et la DGFIOF portant sur le financement de l'assistance technique PRIMEA.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre pas droit à une indemnité.

19.4 Résiliation pour événements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes conviendront d'une indemnité.

Dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemnisé que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute indemnité.

19.5 Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur peut décider de résilier le marché sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique notamment après mise en demeure dans le cadre du dispositif d'alerte prévue à l'article L.8222-6 du code du travail ;
- en cas de refus de produire les éléments prévus à l'article D.8254-2 ou à l'article D.8254-3 du code du travail ;
- constat d'actes frauduleux dans l'exécution du présent marché ;
- interdiction, postérieurement à la signature du présent marché, d'exercer toute activité industrielle ou commerciale ;
- non-respect par le titulaire des obligations contractuelles fixées au présent document ;
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou non-respect des obligations contractuelles relatives aux sous-traitants ;
- non-communication des modifications survenues au cours de l'exécution du marché qui sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 17.3 ci-dessus ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels ;

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations. La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

20. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de non-respect grave et réitéré de ses obligations contractuelles, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

21. CESSIONS

21.1 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

21.2 Cession du marché

Par cession du marché, on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès de l'acheteur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au présent marché à l'appui de leur dossier de candidature.

L'acheteur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et de l'acheteur.

22. LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché. En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 20 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

II- CLAUSES TECHNIQUES

23. OBJECTIF

Le présent marché a pour objet la fourniture d'informations et de données statistiques de production, transformation et de suivi des marchés pour les débouchés nationaux et internationaux de la filière des fruits et légumes transformés afin de constituer un panorama statistique des fruits et légumes transformés (voir détail du périmètre produit en annexe 1).

Les données fournies dans le cadre du présent marché porteront sur les années 2024 (tranche ferme), puis sur les années suivantes en cas d'affermissement (2025 puis 2026 puis 2027).

Il sera également nécessaire de faire des comparaisons avec les 5 années précédentes.

24. FORMAT DES DONNEES ATTENDUES

Le détail des indicateurs et des produits suivis (nature et technologie de conservation) pour chaque famille produits, listée en annexe 1 au présent document doit prendre la forme la forme suivante :

Type de données	Agricoles	Industrielles	Commerciales
Périmètre	<i>Ex : haricot vert, haricot beurre, pois, carotte etc.</i>	<i>Ex : haricot vert en conserve, carottes surgelés etc.</i>	<i>Ex : haricot vert en conserve, carottes surgelés etc.</i>
Indicateurs	<i>Nb de producteurs Nb d'organisations de producteurs Etc.</i>	<i>Nb d'entreprises Nb de sites industriels CA industriel Etc.</i>	<i>Volumes exportés Etc.</i>

Les données statistiques fournies doivent répondre au formalisme suivant :

- Méthodologie de recueil des données : indication du type d'enquêtes réalisées, du type d'opérateurs enquêtés et la source des autres données utilisées pour l'analyse ; la **représentativité estimée des données sera également indiquée** (essentiellement pour les données issues des organisations professionnelles).

S'il existe plusieurs sources de données pour un indicateur, une confrontation des différentes données et méthodologies devra être faite pour confirmer, compléter ou expliquer les différences entre les sources.

- Nomenclature suivie : indication des produits **par nature** (tomate, betterave etc.) et **par technologie de conservation** pour les données commerciales (conserve, surgelés, déshydratés, séchés...) ainsi que les **données agrégées par grande catégorie** (total fruits transformés, total légumes transformés et total fruits et légumes transformés).
- Indicateurs et mesures suivis : indication **a minima** des indicateurs suivants pour chaque grande catégorie de fruits et légumes :

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 21 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

Statistiques annuelles
<i>Par catégorie de fruits et légumes</i>
Données de productions agricoles
Nombre de producteurs
Organisations de producteurs
Surfaces agricoles
Volumes agricoles produits en France (avec détails conventionnels et AB)
- Volumes agricoles produits en France livrés aux usines en France
- % des volumes agricoles contractualisés avant campagne
- Volumes agricoles produits en France exportés
Surfaces et volumes par région de production
Rendements / ha
Chiffre d'affaires agricole
<i>Par catégorie de fruits et légumes</i>
<i>Par technologie de conservation</i>
Données industrielles et commerciales
Nombre d'entreprises
Nombre de sites industriels
Volumes agricoles entrés en usine
- % volumes entrés en usine produits en France
- % volumes entrés en usine importés
Volumes de fabrications
Destination des ventes
- % France
- % export
- % import
Emplois industriels
Chiffre d'affaires industriel
Taux de couverture des besoins nationaux si possible
% consommation à domicile si possible
% consommation hors domicile si possible

- Périodicité : les données fournies sont annuelles. Les données de l'année N ainsi qu'un historique d'au moins 5 ans sont demandés pour les indicateurs indiqués ci-dessus.

- Analyse des évolutions annuelles sur toutes les segmentations et les principaux indicateurs. L'évolution des principaux indicateurs sera à mettre en relation avec les **faits marquants du marché** et du développement des filières sur trois dernières années. Cette analyse globale du marché permettra de **caractériser l'évolution du marché des fruits et légumes transformés**. Une description de l'organisation de la filière pour chaque catégorie de produit devra être également détaillée. **Celle-ci devra comprendre une partie sur la gestion des stocks au niveau du maillon transformation/commercialisation.**

- Analyse synthétique annuelle des principales données par produit. **Un focus sur une thématique particulière en lien avec le contexte, les faits marquants de l'année ou une analyse structurelle sur une filière devra être réalisé pour chaque tranche.** La thématique sera choisie de commun accord entre le titulaire et FranceAgriMer. Cette analyse synthétique annuelle ainsi que le focus seront présentés lors de la présentation annuelle des résultats (cf. article 3).

Le cas échéant, toutes autres mesures supplémentaires également traitées au titre du marché sont décrites dans les livrables.

25. ARTICLE 25 : LIVRABLES ATTENDUS

Le titulaire devra livrer les résultats de l'étude (livraison totale) dans les délais décrits ci-après dans l'article 26 sous la forme :

- d'une base de données des indicateurs décrits ci-avant à l'article 24 par catégorie de produits et par année (année N + historique de 5 ans) sous format Excel ;
- d'un rapport détaillé, au format Word portrait et PDF, selon les critères établis ci-avant à l'article 24 ;
- d'une power point de présentation finale destinée à être publiée sur le site de FranceAgriMer et à être présenté regroupant les principales données, les évolutions et faits marquants de l'ensemble des catégories de produits et un focus tel que décrit ci-avant dans l'article 24 ; Ce power point devra être facilement lisible et illustré.

Pour les tranches optionnelles (1, 2 et 3), une livraison intermédiaire des résultats doit être fournie dans les délais décrits à l'article 26 du présent document. Celle-ci comprendra :

- une base de données excel complétée avec les principaux indicateurs disponibles par grande catégorie de produit ;
- une note de synthèse power point regroupant les principaux faits marquants des grandes catégories de produit.

Un comité de pilotage pourra se tenir à la demande de FranceAgriMer en amont de la restitution des livrables afin de valider le contenu et la forme des livrables (base de données, rapport et présentation orale). Ce comité de pilotage pourra être demandé au plus tard deux semaines avant la date de remise des livrables.

Une présentation orale des principaux résultats de l'ensemble des catégories de produits sera réalisée à l'issue de la remise de l'ensemble des livrables de chaque tranche du marché. Cette présentation se déroulera à une date qui sera fixée d'un accord commun entre le titulaire et FranceAgriMer. Si actuellement, les restitutions se font en distanciel, une présentation en présentiel pourra cependant être demandée et cela sans surcout.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 23 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

26. CALENDRIER DES LIVRABLES

Le titulaire devra livrer les résultats de l'étude selon le calendrier suivant :

	Livraison intermédiaire	Livraison totale
Données 2024 (tranche ferme)	Jusqu'au 12 janvier 2026	Jusqu'au 15 février 2026
Données 2025 (tranche optionnelle)	Jusqu'au 1er octobre 2026	Jusqu'au 15 février 2027
Données 2026 (tranche optionnelle 2)	Jusqu'au 1er octobre 2027	Jusqu'au 15 février 2028
Données 2027 (tranche optionnelle 3)	Jusqu'au 1er octobre 2028	Jusqu'au 15 février 2029

Aucun report de délai de livraison n'est autorisé sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. La prolongation de ces délais, à la demande du titulaire, n'est possible que lorsque celui-ci est dans l'impossibilité de les respecter du fait de FranceAgriMer ou d'un événement extérieur dont il n'est pas à l'origine. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à FranceAgriMer les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels. Il indique par la même demande, la durée de la prolongation demandée. La prolongation n'est formalisée par voie d'avenant que lorsque celle-ci excède la durée du marché.

xXx

ANNEXE 1 : Périmètre des produits Fruits et Légumes Transformés

- Choux destinés à la transformation ; choucroutes préparés ou en conserve.
- Fruits destinés à la transformation (Fraise, Cerise (hors bigarreaux), Abricot, Pêche, Cassis et Groseille, Framboise, Poire, Mirabelle, Reine-claude, Pomme, Raisin de table, Châtaigne); fruits cuits, au naturel, préparés, surgelés, en conserve, au sirop.
- Cerise blanche destinée à la transformation ; cerises confites, cerises au sirop, cerises conservées.
- Champignons de couche destinés à la transformation ; champignons de couche en conserve et surgelé.
- Prunes d'ente : pruneau d'Agen
- Tomates destinées à la transformation ; Conserve de tomates, dérivés de tomates, tomates séchées.
- Fruits et Légumes destinés à la 4^{ème} gamme ; végétaux frais prêts à l'emploi (végétaux crus prédécoupés, lavés et conditionnés, sans assaisonnement).
- Fruits destinés à la fabrication de jus ; Jus (Purs Jus, Nectars, Jus à base de concentré, Autres)
- Légumes destinés à la transformation ; Légumes en conserve et légumes surgelés (Haricots verts, Haricots beurre, Pois, Carottes, Epinards, Flageolets, Brocolis, Choux-Fleurs, Salsifis, Navets, Céleris, Courgettes, Oignons, Betteraves, Maïs Doux)
- Betterave rouge ; betterave rouge cuite.

Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, **ci-après désigné « FranceAgriMer »**

Et, d'autre part, **le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant»** ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte de FranceAgriMer, ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte de FranceAgriMer.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
 - les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
 - les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte de FranceAgriMer, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 26 / 37
----------------------	---	-------------------------	-------------------------

Les finalités de ces traitements sont les suivantes : réponse et précisions à des questions d'auditeurs étrangers, constitution de dossiers préalables aux missions ou au processus d'audit/agrément ou de leurs suites, présentations éventuelles, préparation aux missions/conférences/séminaires.

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement, l'adaptation, la modification, l'extraction, la transmission, la diffusion, la mise à disposition, le rapprochement, l'interconnexion, ...

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : données d'entreprises techniques, économiques et financières, processus technologiques et sanitaires/phytosanitaires, procédés de fabrication, brevets, données administratives, notamment les rapports d'inspection officiels d'entreprises, données statistiques, listes de clients.

Les catégories de personnes physiques concernées sont les suivantes : responsables et employés des entreprises, responsables administratifs français et étrangers

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.
En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par FranceAgriMer, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.
Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.
- traiter les données protégées conformément aux instructions de FranceAgriMer.
Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement FranceAgriMer.
- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 27 / 37
----------------------	---	-------------------------	-------------------------

- immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
 - traitent les données protégées seulement sur instruction de FranceAgriMer, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par FranceAgriMer, relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si FranceAgriMer lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après « sous-traitant ultérieur »), sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer. Le sous-traitant fournira à FranceAgriMer l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre à FranceAgriMer d'accepter ou de refuser cette sous-traitance. À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir à FranceAgriMer, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de FranceAgriMer. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 28 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider FranceAgriMer à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données de FranceAgriMer à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier à FranceAgriMer, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par FranceAgriMer. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à FranceAgriMer, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées à FranceAgriMer ou, le cas échéant, à l'organisme dont FranceAgriMer lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à FranceAgriMer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 29 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de FranceAgriMer comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de FranceAgriMer,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition de FranceAgriMer la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par FranceAgriMer ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Obligations de FranceAgriMer vis-à-vis du sous-traitant

FranceAgriMer s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 30 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

1. Définition des résultats

Au sens du présent article :

Les **résultats** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentations), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liées directement à l'objet du présent marché.

Les «**connaissances antérieures**» désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les interventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

2. Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards. L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché avant toute

intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du présent marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le marché.

3. Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, de tiers et de l'acheteur.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Pour les logiciels, le droit de pouvoir les rétrocéder à tout tiers et de pouvoir les diffuser sous licence libre prévu au bénéfice de l'acheteur sur les résultats ne s'applique pas aux connaissances antérieures, sauf stipulations contraires dans le marché ou si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'acheteur est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Connaissances antérieures standards.

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 32 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'acheteur.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

4. Régime des résultats

Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit :

- de publier et d'utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- d'évaluer ou de faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- de pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- de permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- d'assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats ;
- de transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Droits de l'acheteur

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au présent marché. Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 33 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats (cf. ci-après 'droits du titulaire').

Compte tenu de leur nature, les résultats qualifiés de confidentiel font l'objet d'une cession à titre exclusif.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés ci-avant à la première énumération tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. L'acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 34 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------

résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur, pour les mêmes droits que ceux prévus ci-avant, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de ses obligations en la matière. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution du marché le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur. Le titulaire peut publier les résultats sous réserve du respect de ses obligations de confidentialité et du régime de confidentialité des résultats et de l'accord préalable de l'acheteur si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché. La publication mentionne que les résultats ont été financés par l'acheteur.

Stipulations communes

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché tels que les fichiers sources et natifs dans un format ouvert.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché

Le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non. A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations portées au présent article aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations portées ci-avant, ils en informent sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objet du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations du présent article, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au titulaire pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-lLicencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées au présent

document et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'acheteur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect des obligations de confidentialité fixé au présent document.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

FranceAgriMer	Panorama statistique de la filière fruits et légumes transformés 2025-2029	Code Doc CCP	Page 37 / 37
---------------	--	-----------------	-----------------